

**MOUVEMENTS SOCIAUX ET DÉMOCRATIE,
PERSPECTIVES AFRICAINES**

Mamadou DIOUF
Administrateur de la Recherche
CODESRIA - Dakar

Le Groupe Multinational de Travail qui s'est intéressé à ces deux questions, des mouvements sociaux et de la démocratie, a commencé à travailler dès 1985. Il a achevé ses travaux en 1991 à Alger. Il a fallu deux années et demi pour parfaire l'édition du volume dont la version en anglais vient tout juste de sortir (2ème trimestre 1995).

Il a donc fallu aux chercheurs du CODESRIA, un tout petit peu moins d'une décennie pour parvenir à proposer une lecture plurielle aussi bien dans la thématique, les approches que les espaces recouverts, de ce qu'il est convenu d'appeler, il fut un temps, les mouvements sociaux. Et, à cause de la durée de vie du réseau, l'ouvrage a été publié dans une conjoncture particulière dominée par le débat sur les nouveaux mouvements sociaux, sur la société civile et sur les nouvelles affiliations et généalogies qui reconfigurent des identités en compétition entre elles.

L'ouvrage édité par Mahmood Mamdani et Wamba-dia-Wamba comprend les chapitres suivants :

- I. Amadiume, *Gender, Political systems and Social Movements : A West African Experience.*
- M. Said Al-Gaddal, *The Sudanese Communist Party and Liberal Democracy.*
- A. Zghal, *The «Bread Riots» and the Crises of the One-Party-System in Tunisia.*
- M. Ben Romdhane, *Secular Political Opposition Groups in Tunisia.*
- D. Liabes, *Entrepreneurs, Privatisation and Liberalisation : The Pro-Democracy Movement in Algeria.*
- A. O. Olukoshi, *Bourgeoisie, Social Movements and the Struggle for Democracy in Nigeria : An Inquiry into the «Kaduna Maffia».*
- L. Masuko, *The Zimbabwean Burial Society.*
- S. Chiki, *The Working Class, the Social Nexus and Democracy in Algeria.*
- S. Zeghidi, *Tunisian Trade Unionism : A central Pole of Social and Democratic Challenge.*
- A. Bathily, M. Diouf & M. Mbodj, *The Senegalese Student Movement from its Inception to 1989.*
- T. Lumumba-Kasongo, *Social Movements and the Quest for Democracy in Liberia : Moja and its Transformation into a Political Party.*
- K. Buende, *Social Movements and the Demise of Apartheid Colonialism in Namibia.*
- A. Syahuka-Muhindo, *The Rwenzururu Movement and the Democratic Struggle.*
- Z. Krichen, *The Islamic Fundamentalist Movement in Tunisia, 1970-1990 : History and language.*
- M. Mandani, *A Critique of State and Civil Society Paradigm in Africanist Studies.*

Cette thématique, choisie en son temps pour renouveler les études africaines, en rompant avec la perspective centrée uniquement sur l'État et ses (contre)performances, s'achève par une critique très sévère des approches actuelles dominées par le paradigme de la société civile contre l'État. Et entre temps des chercheurs du CODESRIA ont mené une analyse qui se préoccupe des syndicats, des sociétés de funérailles, des mouvements religieux, étudiants, de femmes, d'entrepreneurs...

La thèse principale de ces différentes études est simple :

- 1) tous les mouvements sociaux africains présentent une caractéristique commune, ils partagent une expérience commune de l'oppression et une volonté constante de lutte pour la reconquête et/ou l'affirmation d'une identité qui leur assure au moins la survie;
- 2) les luttes menées par les mouvements sociaux contribuent-elles à l'émergence d'une société civile africaine? Quelle est la nature de celle-ci et participe-t-elle au processus de démocratisation et de quelle manière?

Les réponses très variées à ce questionnement prennent d'abord les chemins d'une relecture des traditions européennes pour fixer l'itinéraire du concept de société civile. Sont convoquées, les conceptions antérieures au XVIIIème siècle, d'Aristote (la société civile = la polis = l'État) aux auteurs étudiés par J. Keene, (*State and Civil Society*, Londres, Verso, 1988), qui définissent la société civile comme un type d'associations plaçant ses membres sous l'autorité de la loi. L'objectif, assurer le règne de l'ordre, de la sécurité (bonne administration des biens) et du bon gouvernement (des hommes). Par contre, les auteurs du XVIIIème siècle, en particulier Thomas Paine (*Common Sense*, 1776) définissent la société civile comme condition naturelle de la liberté, c'est-à-dire le domaine de la résistance contre l'État. Cette définition de la société civile reprise par Tocqueville est au coeur de la lecture des situations africaines, occultant la tradition hégélienne et marxiste qui représente la société civile comme un produit historique et une combinaison contradictoire dont la naissance serait liée à la transition vers le capitalisme. Est ainsi postulée l'identité sociale civile et bourgeoise.

Cette lecture a bien sûr un double objectif :

- 1) discuter la tradition wébérienne de la société civile, domaine de la liberté contre le despote institutionnel représenté par l'État;
- 2) centrer l'analyse non sur les demandes des mouvements sociaux (démocratie, droit de la personne...) mais sur la manière dont ces demandes sont appropriées différemment, dans l'espace et dans le temps par les groupes sociaux, classes...

En procédant de cette manière, il a été possible de reprendre la critique des différentes approches proposées, qu'elles soient centrées sur l'État ou sur la société, en privilégiant comme révélateur les mouvements sociaux, assurant de la sorte la centralité des acteurs sur les structures. Cette orientation ouvre sur une analyse spécifique (situations africaines) et un travail théorique qui prend en compte une histoire intellectuelle. Sont en cause les questions suivantes :

- Peut-on avoir une société civile sans une transition vers le capitalisme?
- La relation entre société civile et capitalisme est-elle contingente ou nécessaire?

- Comme des construits historiques telles que la démocratie et la nation, la société civile peut-elle se développer dans des conditions historiques différentes?
- S'il en est ainsi, dans quelles conditions peut-on parler de société civile en Afrique?
- Comment son existence se manifeste-t-elle concrètement?
- Quelle est la signification du processus d'émergence de la société civile, dans le contexte des luttes pour la démocratie?

A ces questions des réponses variées sont données. J'en aborde quelques unes de manière très sommaire :

1) Dans le chapitre consacré au Parti Communiste Soudanais (P.C.S.), Said Al-Gaddal montre de manière très précise comment ce parti en identifiant un secteur traditionnel et un secteur moderne dans la société soudanaise milite en faveur d'une exclusion du premier secteur dans la lutte pour l'application «un homme, une voix». En effet, le P.C.S., identifie le contrôle de ce secteur traditionnel par les petits bourgeois comme une des causes du coup d'État militaire de Nimeiry.

2) Les discours sur la société civile ne sont pas seulement descriptifs, ils sont aussi très prescriptifs. C'est ce dernier caractère qui est mis en question par la contribution de A. Zghal sur la Tunisie qui pose la question de savoir si l'on doit exclure ou non les mouvements islamistes de la société civile.

Cette question est cruciale puisqu'elle pose le problème, essentiel de la lecture des mouvements sociaux qui ne dissocient pas le social du politique (les mouvements dits intégristes), dissociation qui est au coeur du discours sur la société civile.

3) Quelle différence existe-t-il entre mouvements sociaux et mouvements populaires (Olu-koshi et Liabes)? Les mouvements sociaux sont-ils uniquement des mouvements organisés (Amadiume)? Comment lire les mouvements spontanés, les révoltes et les émeutes qui surgissent en dehors des sites reconnus/identifiés comme les lieux de la dissension et de la dissidence sociale? Par exemple, dans sa contribution, A. Zghal pose la question pertinente de savoir si les émeutes du pain en Tunisie porte exclusivement sur le pain? Le pain comme métaphore de l'indiscipline et d'une modernité alternative, celle de l'islamisme?

4) A propos de la différenciation des mouvements sociaux, I. Amadiume, en s'appuyant sur les mouvements sociaux des femmes, propose une typologie des mouvements sociaux qui ordonne ceux-ci en deux types :

- a) les mouvements sociaux dans lesquels les groupes impliqués tentent de contrôler l'État ou cherchent à obtenir une citoyenneté effective dans le système politique (en vue de négociations, compromis et/ou confrontation);

- b) ceux dans lesquels les groupes ne cherchent pas à participer au système mais à s'assurer une autonomie, en marge de celui-ci. Dans le dernier type de mouvement social, I. Amadiume investit une très grande profondeur historique pour analyser *the indigenous women's movement in Africa (le mouvement des femmes indigènes en Afrique)*, qui bien qu'anti-étatique n'est ni pré-moderne, ni *pre-civil society (société pré-civile)*.

5) Le refus de la distinction entre nouveaux mouvements sociaux (base communautaire [traditionnelle]) et mouvements sociaux classiques (base de classes, professionnelle [moderne]).

Par exemple l'étude des funérailles (*burial society*) au Zimbabwe montre qu'elles sont des organisations de travailleurs migrants, tout comme les travailleurs algériens à la recherche d'activités productives, en dehors de l'entreprise (Chiki). Dans ces conditions, il est difficile de situer la ligne de partage entre ces types de mouvements sociaux.

Nous avons, dans cette rapide présentation laissé de côté des questions importantes comme celle de l'ethnicité, de la nation et des mouvements religieux dits intégristes, que leur inspiration soit musulmane ou chrétienne.

Les pistes ouvertes par le réseau sur les mouvements sociaux a amené le CODESRIA à lancer de nouveaux réseaux sur les organisations paysannes, le travail, les travailleurs en Afrique et sur la géographie de conflits afin de mieux suivre à la trace les manifestations des sociétés africaines dans la diversité et la multiplicité de leurs expression, sites (local, central, latéral, langages voilés [*hidden*], affichés, mimés...).